



POUR L'EMPLOI ET LA DIGNITÉ TOUS DANS LA LUTTE LE 27 JUIN !



Gabriel Attal l'a annoncé : alors même que nous n'avons plus d'Assemblée nationale, le gouvernement poursuivra sa nouvelle réforme de l'assurance chômage. Au menu, un nouveau durcissement des conditions d'ouverture de droits et une nouvelle baisse de la durée d'indemnisation.

Pourtant, comme l'a dénoncé la CGT, plus de 120 fermetures d'entreprises sont projetées cette année soit 60 000 postes supprimés, sans compter les emplois induits, dans le but de délocaliser vers des pays à moindre coût salarial. Parallèlement, le patronat, public ou privé, continue d'organiser le sous-effectif dans les activités non délocalisables et d'embaucher toujours plus de travailleurs précaires. Tout ça dans le but d'augmenter les profits des actionnaires ou de casser les services publics de l'intérieur dans le but, à terme, de les privatiser.

Résultat ? Une dégradation des conditions de travail et d'existence pour des millions de travailleurs et leurs familles et 6 millions d'autres exclus partiellement ou totalement de la production.

Dans ces conditions, poursuivre la guerre contre les chômeurs ne signifie qu'une chose : il s'agit d'organiser un vaste chômage à l'emploi afin de contraindre les travailleurs en poste à accepter la dégradation de leurs conditions de travail et la faiblesse des salaires et les travailleurs privés d'emploi et précaires des emplois de plus en plus précaires et pénibles. **En d'autres termes, il s'agit d'une opération brutale et généralisée de baisse de salaire et de dégradation des conditions de travail.**

NOUS NE NOUS LAISSERONS PAS FAIRE

**NOUS N'ACCEPTEURONS NI LA CASSE DE NOS EMPLOIS,
NI CELLE DE NOTRE SYSTÈME D'ASSURANCE CHÔMAGE !**

Dans la rue, dans les entreprises et dans les urnes, nous devons faire face à nos adversaires de la majorité présidentielle, du RN et du patronat, et nous mobiliser massivement pour :

- L'interdiction des licenciements
- La titularisation de tous les précaires
- Un plan d'embauche massif de fonctionnaires dans les services publics
- La relocalisation de la production de biens et services en France
- L'arrêt des exonérations de cotisations sociales (175 milliards € par an)
- La mise en place d'une allocation véritablement minimale pour 100% des privés d'emploi
- La revalorisation des allocations de 10€ par jour
- L'abrogation des lois Darmanin et du plein emploi
- L'abrogation des lois liberticides
- L'arrêt des politiques guerrières et coloniales et le soutien à l'autodétermination des peuples

LE JEUDI 27 JUIN à 10H au départ du MEDEF,

55 avenue Bosquet 75007 Paris

Manifestons pour l'emploi, la dignité et le progrès social !